

ECOLE DE GUERRE



PROMOTION *VERDUN*
2015 -2016

Géopolitique de l'eau en Asie centrale

Capitaine de corvette Bertrand Gori

Sous la direction du
Colonel Stephan Samaran

RESUME

Composé de cinq ex-républiques soviétiques indépendantes depuis 1992 – le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Tadjikistan, et le Kirghizstan – l'Asie centrale connaît de fortes tensions et désaccords autour de la gestion de l'eau depuis la chute de l'URSS. L'étude détaille les causes héritées de la période soviétique qui conduisent les pays amont (riches en eau, mais pauvres en ressources énergétiques) et aval (riches en ressources énergétiques et fort consommateur d'eau) à refuser de coopérer, ainsi que les conséquences actuelles sur la région. Alors que la situation n'a que peu évolué depuis 25 ans, l'étude suggère un scénario d'évolution positive sous l'action des acteurs majeurs, Chine, Russie, Europe qui ont des intérêts dans la région et auraient beaucoup à perdre si la situation se dégradait.

SUMMARY

Composed by five independent former Soviet republics since 1992 - Kazakhstan , Uzbekistan , Turkmenistan , Tajikistan, and Kyrgyzstan - central Asia is suffering strong tensions and disagreements around the water management since the fall of the USSR. The study details the inherited causes of the Soviet period leading upstream countries (rich in water but poor in energy resources) and downstream countries (rich in energy resources and heavy water consumer) to refuse to cooperate, and the current consequences in the area. While the situation has little changed since 25 years , the study suggests a scenario of positive evolution under the action of major actors, China, Russia , Europe which have interests in Central Asia and would have much to lose if the situation became worse .

SOMMAIRE

RESUME / SUMMARY	2
INTRODUCTION	4
I. GENERALITES SUR L'ASIE CENTRALE	6
A. <i>UNE REGION HETEROGENE</i>	6
1. LE KAZAKHSTAN	6
2. L'OUZBEKISTAN	6
3. LE TURKMENISTAN	7
4. LE TADJIKISTAN	7
5. LE KIRGHIZSTAN	8
B. <i>L'EAU, UNE RESSOURCE DISPUTEE</i>	9
II. UNE ILLUSTRATION DU DILEMME DU PRISONNIER	10
A. <i>NATURE DU DILEMME – THEOREME DE NASH</i>	10
B. <i>L'HERITAGE SOVIETIQUE COMME CAUSE PRINCIPALE</i>	12
1. UN DECOUPAGE FRONTALIER COMPLEXE	12
2. LA SUREXPLOITATION DES TERRES	13
C. <i>CONSEQUENCES ACTUELLES</i>	14
III. PERSPECTIVES D'EVOLUTION POSSIBLES	15
A. <i>SCENARI D'EVOLUTION</i>	15
B. <i>LE DROIT INTERNATIONAL COMME MOYEN DE SORTIE DE CRISE</i>	16
C. <i>LE ROLE DES ACTEURS EXTERIEURS COMME FACILITATEURS DE COOPERATION</i>	17
1. LA RUSSIE ET LA CHINE VIA L'ORGANISATION DE COOPERATION DE SHANGHAI	17
2. L'UNION EUROPEENNE	18
3. LES AUTRES ACTEURS	20
CONCLUSION	21
BIBLIOGRAPHIE	22
ANNEXES	24

INTRODUCTION

Souvent méconnue, car peu évoquée dans nos livres d'histoire, l'Asie centrale est parfois injustement réduite à la région du monde qui rassemble les « pays dont le nom fini par -stan ». Or, il s'agit en fait d'une région du continent eurasiatique qui fait référence dans plusieurs domaines.

Historiquement d'abord, elle fut le lieu d'échanges entre les civilisations chinoise et européenne par le biais de la « route de la soie », abandonnée vers le XV^{ème} siècle quand les européens privilégièrent les échanges maritimes. Jusque-là, les villes de Samarkand ou Boukhara étaient des points de passage obligés du commerce mondial.

Elle constitue aussi ce que Mackinder appelait l'Heartland : la zone centrale de l'île monde dont la possession permettrait de contrôler 50 % des ressources mondiales, et plus généralement, selon sa théorieⁱ de contrôler le monde. Elle rappelle alors le « grand jeu » dans lequel s'affrontaient URSS et Grande-Bretagne au siècle dernier.

Géographiquement ensuite, l'Asie centrale rassemble des montagnes élevées à l'Est où prennent naissance deux fleuves célèbres d'Asie, le Syr Daria et l'Amou Daria, mais aussi des steppes désertiques au centre, traversées par ces deux fleuves qui se jettent dans la « presque disparue » Mer d'Aral à l'Ouest : illustration d'un désastre environnemental engendré par le détournement de la nature par l'homme à l'époque de l'URSS.

Géopolitiquement enfin, l'Asie centrale rassemble cinq pays, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Kirghizstan, et le Tadjikistan, devenus indépendants au moment de la chute de l'URSS, gouvernés depuis par des régimes autoritaires ne parvenant pas à coopérer dans le domaine de la gestion de l'eau, ce qui génère de fortes tensions entre eux.

En effet, dans cette région riche en ressources naturelles et notamment en eau, les pays ayant quitté le joug communiste sont à la recherche d'un nationalisme qui les conduit presque à s'isoler les uns des autres, occasionnant une gestion de l'eau catastrophique. Plusieurs ouvrages et études analysent les causes d'une telle situation dans l'héritage soviétique. Mais, deux sujets complémentaires méritent d'être étudiés. Il s'agit d'une part des conséquences possibles d'un statu quo des pays vu sous le prisme du « dilemme

ⁱ Résumé de la théorie de Mackinder (1919) : « Qui contrôle l'Europe de l'Est contrôle l'Heartland ; qui contrôle l'Heartland contrôle l'île monde ; qui contrôle l'île monde contrôle le monde. »

du prisonnier ». Il s'agit d'autre part d'envisager les perspectives d'évolution probables à moyen terme pour sortir de la crise, alors que ces pays atteignent désormais 25 ans d'indépendance.

La lecture d'ouvrages, la recherche documentaire dans les revues spécialisées et l'internet ont permis d'appréhender l'histoire de la région, depuis sa création jusqu'aux dernières années durant lesquelles les tensions demeurent vives, notamment entre l'Ouzbékistan et le Kirghizstan. Ces tensions autour de la gestion de l'eau pourraient rapidement dégrader la situation sécuritaire et déstabiliser la région. Pourtant, l'étude proposée se veut optimiste car des pistes d'évolutions positives existent. Cette région intéresse les acteurs extérieurs (Union européenne, Organisation de Coopération de Shanghai, etc.) qui cherchent à y maintenir une stabilité durable. Pourquoi et comment ces acteurs sont-ils capables de fournir une échappatoire au dilemme évoqué précédemment ? C'est la question à laquelle l'étude tentera de répondre.

A l'issue de quelques rappels nécessaires en première partie, sur la région, ses acteurs et la problématique de gestion de l'eau, l'étude détaillera ensuite la situation actuelle en Asie centrale illustrant le « dilemme du prisonnier » et précisera les causes et les conséquences des tensions actuelles. Enfin, différents scénarii d'évolution seront présentés comme possibles sorties de crise entre les différents acteurs de la région.

I. GENERALITES SUR L'ASIE CENTRALE

A. *Une région hétérogène*

Occupant la cuvette aralo-caspienne située entre le Caucase oriental à l'Ouest et les hautes montagnes du Tian-Chan et du Pamir à l'Est, l'Asie centrale couvre une superficie totale proche de 4 millions de km². C'est une région de contraste rassemblant des chaînes montagneuses parmi les plus hautes du monde, des dépressions profondes au Nord-Est de la Caspienne, des déserts gigantesques, tel le Karakoum couvrant 80 % du Turkménistan, ainsi que des oasis luxuriantes. Elle se compose de cinq pays indépendants depuis la chute de l'URSS.

1. Le Kazakhstan

Le Kazakhstan est le plus vaste d'entre eux, s'étendant sur 2,7 millions de km², mais le moins densément peuplé avec seulement 16 millions d'habitants, dont un peu plus de la moitié sont des kazakhs ethniques. Peu homogène, il possède une forte population russe (près de 24%) qui se situe près de la frontière nord du pays. Si le tribalisme et le fractionnisme régionaliste sont moins marqués au Kazakhstan que dans les autres pays de la région, la division du pays en trois Hordes (la grande, la moyenne et la petite) qui correspond à une répartition territoriale, joue un rôle important. Au moment de l'indépendance, le premier secrétaire du parti communiste, Karimov, est devenu président de la république. A sa mort, Nazarbayev, issu de la grande horde, a développé un modèle de pouvoir proche de son prédécesseur, se déclarant « leader de la nation ». Il s'appuie sur le sous-sol des steppes, riche en hydrocarbures, charbon et métaux, et sur ses capacités d'exportation, notamment vers la Russie, pour assurer le développement économique du pays. Le Kazakhstan est le pays d'Asie centrale où le niveau de vie de la population augmente et où la redistribution est la mieux faite. La société y est la plus ouverte et l'émergence d'acteurs économiques et d'investisseurs étrangers est possible.

2. L'Ouzbékistan

D'une superficie de 447 000 km², l'Ouzbékistan est le pays le plus peuplé d'Asie centrale (31 millions d'habitants) rassemblant 80 % d'ouzbeks ethniques mais surtout le plus grand nombre de minorités autochtones (kazakhs, tadjiks, kirghizes, turkmènes, juifs...) et immigrées (russes, tatars, ouïghours, iraniens, ...). Les tadjiks et les russes sont les plus nombreux mais, si les premiers sont parfaitement intégrés et tous bilingues, les

russes vivent plutôt séparés de la population dans leurs quartiers. Seul pays au monde, avec le Liechtenstein, à être doublement enclavéⁱⁱ, l'Ouzbékistan possède une frontière commune avec les autres états, qui comptent tous à leur frontière une minorité ouzbèke. Son territoire hétérogène, proposant des terres fertiles à l'Est, des oasis alternées aux steppes au centre et des paysages désertiques à l'Ouest, lui apporte un avantage par rapport aux autres républiques, mais ne lui permet pas de revendiquer le rôle de puissance régionale face au Kazakhstan. En effet, sous l'autorité de Karimov, considéré comme l'un des pouvoirs les plus autoritaires du monde, le pays ne parvient pas à entamer de véritable développement économique malgré des ressources en hydrocarbures importantes et une reconversion possible d'une partie de la production cotonnière en production alimentaire. Les bénéfices ne touchent pas la population alors que le patrimoine de la famille Karimov fait l'objet de scandales.

3. [Le Turkménistan](#)

Contrairement à l'Ouzbékistan, le Turkménistan ne dispose que d'un paysage désertique. Il s'étend sur 488 100 km² et est seulement peuplé de 4,3 millions d'habitants. Son accès au bassin de l'Amou Daria lui permet néanmoins d'irriguer des terres hostiles et de les cultiver. La société turkmène est très homogène (80 % des habitants sont turkmènes). Les traditions tribales sont restées vivaces dans une société plutôt rurale et traditionnelle. La tribu dominante et la plus nombreuse est la Tekke ; tribu de l'ancien président Niyazov, appelé Turkmenbachi, « le père des turkmènes », et de l'actuel Berdymoukhamedov qui l'a remplacé. Riche en hydrocarbures et en gaz, le Turkménistan a longtemps été une sorte d'émirat gazier aux mains d'un président à vie, Niyazov, qui mit en place un véritable culte de la personnalité et fit preuve d'un autoritarisme importantⁱⁱⁱ. A sa mort, Berdymoukhamedov laissa croire dans ses premières annonces qu'une démocratisation était possible. Cela ne semble pas encore être le cas.

4. [Le Tadjikistan](#)

Etat montagnard, le Tadjikistan s'étend sur 143 000 km² et est peuplé de 6 millions d'habitants dont plus de 46 % vivent sous le seuil de pauvreté. C'est le pays le plus

ⁱⁱ séparé par au moins deux pays d'une mer libre

ⁱⁱⁱ Le Turkménistan apparaît au 2^{ème} rang des pays où la liberté de presse est la plus réduite, derrière la Corée du Nord.

pauvre de la région. Son relief très marqué a créé des entités régionales fortes à l'origine de la guerre civile qu'a connue le pays dès 1992, à la suite de la chute de l'URSS. Le décalage géopolitique entre le Nord – politisé, économique et intellectuel plutôt tourné vers Samarkand, Tachkent et le Ferghana, comportant une importante population ouzbèke (2^{ème} ethnie du pays) – et le Sud – montagnard, rural sans pouvoir de décision – renforcé par des montagnes quasi infranchissables par voie terrestre, a généré des affrontements pendant cinq ans. Cette guerre a permis aux apparatchiks de la capitale Douchanbé, soutenus par les armées russe et ouzbèke, de défaire les « islamo-démocrates » rassemblant les factions souhaitant le changement, milieux ruraux et montagnards, et forces islamistes soutenues par le commandant Massoud. Le président Rahmonov, resté au pouvoir, mit alors en place un régime dont les violations des droits de l'homme et des principes démocratiques n'ont rien à envier à ces voisins. Riche en eau, traversé par l'Amou Daria, le Tadjikistan ne parvient pas à faire de cette richesse un atout énergétique, incapable de l'exploiter et d'en redistribuer les revenus.

5. [Le Kirghizstan](#)

A peine plus étendu que son voisin du sud (198 500 km²), le Kirghizstan est également cloisonné par les montagnes. Elles opposent un Nord, peuplé de russophones, faisant office de centre politico-économique autour de la capitale Bichkek, plutôt tourné vers le Kazakhstan à un Sud agricole, fortement composé d'ouzbeks, orienté autour de la vallée du Ferghana, vers l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. A la chute de l'URSS, l'arrivée au pouvoir de Akayev, originaire du nord et héritier de la domination soviétique s'est traduite par une mise œuvre du régime le plus libéral d'Asie centrale, qualifié d' « îlot de démocratie ». Mais, le manque de cohésion socio-territoriale occasionné par les difficultés de communication entre les régions est à l'origine des révolutions internes de 2005 qui ont conduit à la fuite du président, puis aux révolutions plus récentes de 2010. Pays pauvre, dont environ 34 % de la population vit sous le seuil de pauvreté absolue, le Kirghizstan possède pourtant des richesses en or et surtout en eau qu'il peine à exploiter à son profit.

B. L'eau, une ressource disputée

Parmi les ressources dont dispose la région, l'eau est celle qui préoccupe l'ensemble des acteurs d'Asie centrale dont l'aridité et l'endoréisme sont les principales caractéristiques. Les steppes et les déserts qui occupent 90 % de la surface contrastent avec les glaciers du Pamir et du Tian-Chan tenant lieu de châteaux d'eau naturels. Issu du Pamir au Tadjikistan, l'Amou Daria parcourt 2540 km traversant successivement le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan puis à nouveau l'Ouzbékistan avant de se déverser dans la mer d'Aral. Son bassin comporte également les rivières de Zeravshan, Mourgad et Edjen qui disparaissent dans les déserts du Kyzyl-Koum ou du Karakoum. En tant que pays d'amont, le Tadjikistan contrôle plus de 80 % de son débit. Le Syr Daria quitte les glaciers du Tian-Chan au Kirghizstan et parcourt 2200 km sur les territoires du Kirghizstan, du Tadjikistan, d'Ouzbékistan et du Kazakhstan où il se décharge dans la mer d'Aral. Le Kirghizstan contrôle 74 % de son débit. Grace à ces deux fleuves, l'Asie centrale devrait disposer d'une ressource hydrique suffisante, mais deux phénomènes génère finalement un stress hydrique dans la région.

D'une part, la répartition de la ressource en eau pour l'ensemble de la population d'Asie centrale est inégale. Les hautes montagnes qui occupent 20 % de la surface et génèrent 90 % des ressources en eau sont très peu peuplées tandis que les plaines arides qui occupent le reste du territoire concentrent les populations et sont donc les lieux de consommation. D'un point de vue global, le déficit en eau des plaines pourrait être couvert par l'excès des zones montagneuses. Cependant, la réalité du découpage territorial existant concentre les montagnes au Tadjikistan et au Kirghizstan, pays de l'amont peu peuplés, alors que les plaines et déserts couvrent l'Ouzbékistan, le Turkménistan et le Kazakhstan, pays de l'aval peuplés.

D'autre part, la ressource hydrique fait l'objet d'une surconsommation dans les plaines arides, causée en grande partie par une mauvaise irrigation. Dans ces plaines, l'agriculture consomme 85 % de la ressource en eau renouvelable de la région. La zone irriguée constitue 26 % de la surface cultivée globale avec une répartition allant de 10 % pour le Kazakhstan à 99 % pour le Turkménistan. L'excès de consommation provient du type d'irrigation gravitaire majoritaire (94 % de l'irrigation mise en œuvre en Asie centrale) qui engendre une importante évaporation de l'eau. Cela contribue à augmenter la salinité des sols qui subissent la formation d'une solide couche de surface. Or, sur les

terres encore cultivables, les sols sont lavés à la fin de chaque hiver, avant les semailles pour enlever ce dépôt de sel, augmentant de fait la consommation d'eau.

S'ajoute également à ces deux phénomènes, la mauvaise répartition des autres ressources énergétiques entre les pays amont et aval. L'annexe 2 présente schématiquement la problématique. En résumé, les pays amont, riches en eau sont pauvres en énergie (aucune ressource fossile), tandis que les pays aval, riches en énergie (hydrocarbures, charbon) dépendent entièrement des pays amont pour leur approvisionnement en eau indispensable à leurs activités agricoles. Celles-ci, fortement développées sous l'ère soviétique pour la culture intensive du coton ont nécessité la construction d'ouvrages gigantesques (barrage de Totkogul au Kirghizstan, et canal du Kara-kum) pour permettre l'irrigation de zones arides. Mais depuis les indépendances, la gestion n'est plus centralisée par Moscou et chaque pays, sous politique nationaliste, ne voit désormais que son propre intérêt. Les pays de l'amont profitent donc de leur retenue d'eau pour générer de l'énergie nécessaire au chauffage de la population en hiver et indispensable au développement de leur économie. Les pays de l'aval souffrent ainsi de sécheresses en été, et d'inondations en hiver, saison au cours de laquelle les turbines des barrages en amont fonctionnent au maximum. En réponse à ces retenues d'eau en été, les pays de l'aval ont décidé à leur tour de créer des retenues d'eau pour permettre une gestion de leur besoin en irrigation.

Cette situation post indépendance qui ne fait aucune place à la coopération entre les pays, conduit les acteurs régionaux amont et aval à un dilemme comparable au célèbre « dilemme du prisonnier ».

II. UNE ILLUSTRATION DU DILEMME DU PRISONNIER

A. Nature du dilemme – théorème de Nash

Énoncé en 1950 par Albert W. Tucker, ce dilemme présente une situation où deux prisonniers auraient intérêt à coopérer, mais où, en l'absence de communication entre eux, chacun choisira de trahir l'autre car si l'un des deux coopère et que l'autre trahit, le coopérateur serait fortement pénalisé. Mais, si les deux se trahissent, le résultat est moins favorable que s'ils avaient coopéré. Dans le cas étudié ici, qui concerne le domaine des relations internationales, les deux prisonniers seraient le Kirghizstan et

l'Ouzbékistan. Ces pays ont fait le choix politique de ne pas coopérer par manque de confiance mutuelle et probablement par volonté nationaliste. Ainsi, alors que des relations diplomatiques existent entre ces acteurs désormais indépendants, chacun d'eux préfèrent retenir au maximum ses ressources pour son usage propre par crainte d'être le perdant du troc régional mis en place sous l'ère soviétique.

La matrice ci dessous précise en détail le jeu à somme négative que jouent le Kirghizstan (pays amont riche en eau et pauvre en énergie) l'Ouzbékistan (pays aval riche en énergie et consommateur d'eau). Plusieurs cas se distinguent :

- *la double défection* consiste à ne pas coopérer afin de conserver ses ressources pour soi. L'équilibre en résultant est sous-optimal puisqu'aucun des pays n'obtient ce dont il a besoin (pas d'eau nécessaire au développement agricole du pays aval et pas de ressources énergétiques nécessaires au développement économique du pays amont) ;
- *la coopération de l'un et la défection de l'autre* engendrent un déséquilibre au profit de l'un qui obtient tout l'avantage par rapport à l'autre qui se prive d'une ressource et n'obtient rien en échange ;
- *la double coopération* permet aux deux pays de partager leurs ressources permettant une meilleure production agricole pour l'un et un possible développement économique pour l'autre.

La conclusion classique de cette interaction est qu'elle conduit à un équilibre stable mais sous optimal, appelé « équilibre de Nash ». Il s'agit d'un concept de solution dans lequel aucun des acteurs n'a intérêt à changer de stratégie, puisque quel que soit le comportement d'un des deux pays, il est toujours préférable pour l'autre de choisir la défection, qui génère un « gain » plus élevé pour lui.

		Kirghizstan	
		Défection	Coopération
Ouzbékistan	Défection	2 / 2	1 / 5
	Coopération	5 / 1	4 / 4

Matrice illustrant le « Dilemme du prisonnier »

Pourtant la coopération semblait fonctionner à l'époque de l'URSS : la gestion centralisée permettait le partage ou l'échange équitable des ressources entre les pays sous son autorité. Les pays de l'amont (Kirghizstan et Tadjikistan) fournissaient de l'eau

d'irrigation en été aux pays de l'aval (Kazakhstan, Turkménistan et Ouzbékistan), qui en échange fournissaient du charbon et du gaz pour l'énergie nécessaire aux pays de l'amont en hiver.

Or, si le pouvoir de Moscou permettait d'imposer une coopération bénéfique aux acteurs régionaux, la politique soviétique appliquée sur cette région périphérique de la Russie, est toutefois principalement à l'origine des difficultés actuelles.

B. L'héritage soviétique comme cause principale

1. Un découpage frontalier complexe

A partir de 1917, le gouvernement soviétique adopta une division de la région selon le principe d'unités ethno-territoriales autour des principales communautés ethniques de la région alors que les peuples étaient traditionnellement tournés vers une cohabitation interethnique. Staline poursuivit ce projet conduisant à la création en 1936 des cinq républiques dont le découpage actuel est issu. Chaque république fut dotée de sa langue, de son alphabet, de sa culture, afin de rompre avec la vieille unité de la région plutôt fondée sur l'islam et la pratique du turque. Ces nouvelles républiques durent alors inventer leur tradition culturelle, se choisir des héros et une histoire pour se distinguer de ses voisins. Mais, le découpage soviétique ne donna pas les mêmes chances à chacun de ces états. Il a en effet posé l'Ouzbékistan en héritier des trois civilisations régionales et possesseur des trois villes principales de l'ancienne route de la soie (Khiva, Boukhara et Samarcande) confortant l'hégémonie de celui-ci. Par ailleurs, si les noms donnés aux républiques font référence à un contenu ethnique, les frontières ne correspondent pas à la réalité de la distribution spatiale des ethnies puisqu'aucune république ne renferme la totalité de la nationalité éponyme et qu'aucune n'a un contenu ethnique homogène. Ainsi, chaque ethnie titulaire d'une république est présente sous forme de minorités dans toutes les autres.

Outre le facteur social, le tracé des frontières a également généré une complexité dans la répartition des ressources et dans leur exploitation. La division de la vallée riche du Ferghana en est une parfaite illustration. Ce bassin intramontagnard de 350 kilomètres de long sur 100 km de large, drainé par le cours moyen du Syr Daria est très peuplé, très urbanisé et très prospère grâce à la culture irriguée du coton. Or, il a été partagé entre le

Kirghizstan, le Tadjikistan, et l'Ouzbékistan, selon une division des plus complexes. Compte tenu des hauts reliefs qui encadrent cette région qualifiée de véritable cul-de-sac, ces trois unités « ethno-territoriales » se retrouvent mieux reliées entre elles qu'à leur république d'appartenance. C'est ainsi que le Kirghizstan et le Tadjikistan ne sont joignables qu'à travers l'Ouzbékistan. De même, pour rejoindre deux villes du Kirghizstan, il est parfois nécessaire de passer par l'Ouzbékistan.

Enfin, grâce à ce découpage ne respectant ni les bassins hydrographiques ni la répartition ethnique, Moscou a créé une situation de compétition entre les républiques soviétiques qui lui était favorable pour deux aspects. D'une part, les tensions évitaient toute coopération régionale « spontanée » susceptible de menacer le pouvoir central. D'autre part, le recours systématique à l'arbitrage de Moscou renforçait son influence. En somme, la politique de l'eau fut un des axes d'efforts de Moscou pour diviser et régler l'Asie Centrale.

2. La surexploitation des terres

Au niveau politico-économique, la collectivisation des terres a modifié le destin de la région pour en faire une plaque tournante de la production soviétique de coton occasionnant une surexploitation des ressources en eau et un fonctionnement des échanges entre les pays amont et aval géré depuis Moscou, sans alternative possible au moment des indépendances. C'est pour répondre au besoin d'irrigation qu'ont été construits les ouvrages extraordinaires que sont le barrage de Totkogul au Kirghizstan ou encore le canal du Kara-kum qui détourne les eaux de l'Amou Daria au travers des plaines d'Ouzbékistan.

Or, la dissolution de l'URSS en 1991 a paradoxalement aggravé la situation en instaurant des divergences d'intérêts pour les cinq républiques nouvellement confrontées à l'indépendance alors que tout avait été construit pour qu'elles fonctionnent ensemble. Désormais, l'Ouzbékistan, dont la main d'œuvre et l'économie ont été orientées pendant des décennies vers la culture du coton, ne semble pas parvenir aisément à modifier son modèle de développement. De même, le Kirghizstan, longtemps conditionné à attendre l'arrivée des ressources énergétiques depuis l'aval, sans possibilité d'utiliser sa ressource hydrique comme source d'énergie, peine aujourd'hui à obtenir son autonomie énergétique et demeure peu enclin à coopérer.

La situation de blocage qui demeure entre les pays de l'amont et de l'aval génèrent depuis leur indépendance des tensions entre ces pays : quelles en sont aujourd'hui les conséquences ?

C. Conséquences actuelles

Depuis les indépendances, les tensions au sein de l'Asie centrale n'ont pas faiblies. Dernièrement, le Tadjikistan et le Kirghizistan ont entrepris de réaliser des centrales hydrauliques sous forme de barrages de grande hauteur, destinées à combler leur déficit énergétique chronique. Le Tadjikistan a ainsi repris la construction de la centrale de Rogun sur la rivière Vakhsh, affluent de l'Amou Daria, dont la conception remonte à l'époque soviétique et dont les travaux, commencés dans les années 1970, avaient été interrompus peu avant l'indépendance du Tadjikistan. Le Kirghizistan, pour sa part, prévoit de réaliser la centrale géante de Kambarata-1 sur la rivière Naryn, affluent du Syr Daria. L'Ouzbékistan s'oppose avec virulence à ces projets évoquant la possibilité d'une guerre avec le Tadjikistan notamment. Or, les gouvernants actuels au pouvoir dans ces pays, connus pour leurs penchants autoritaires n'auront certainement pas tendance à rechercher le compromis et la négociation.

Au niveau écologique, le détournement des fleuves pour irriguer des terres arides et les défauts d'irrigation qui génèrent une surconsommation sont à l'origine de la disparation de la mer d'Aral, désastre écologique de la région. De plus, en réponse aux retenues d'eau d'été réalisées par les pays amont, les pays aval ont décidé à leur tour de créer des retenues d'eau pour permettre une gestion de leur besoin en irrigation à cette même période de l'année^{iv}. Mais, ces retenues en plaine sous climat continental ne sont guère efficaces et l'évaporation fait perdre beaucoup d'eau, ce qui concourt à la surconsommation d'eau dans la région. Enfin, il s'ajoute à ces difficultés de gestion hydrique, une problématique bien moins maitrisable : celle du réchauffement climatique qui tend à faire disparaître la ressource en réduisant la taille des glaciers du Pamir et du Tian-Chan. Depuis le début des années 1960, les glaciers d'Asie centrale ont fondu quatre fois plus que la moyenne mondiale, perdant 27 % de leur masse. Cela correspond en moyenne à 5,4 milliards de tonnes de glace par an pour une réduction de surface de d'environ 3000 km².

^{iv} Annexe 3

Cette description plutôt sombre de ce statu quo depuis les indépendances de 1992, pourrait cependant connaître des évolutions à moyen terme car la région d'Asie centrale intéresse plusieurs acteurs extérieurs.

III. PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION POSSIBLES

A. Scénarii d'évolution

Parmi les scénarios envisageables à moyen terme, l'étude propose un scénario plutôt négatif qui conduirait à accroître les tensions et à générer une crise sécuritaire dans la région, et un autre plus optimiste qui permettrait de quitter l'équilibre sous-optimal de Nash pour aboutir à une coopération entre les pays.

Dans le scénario **négatif**, la déstabilisation de la région pourrait survenir à la suite d'une guerre entre pays amont et aval au cours de laquelle des génocides inter-ethniques sont à craindre, compte tenu de l'hétérogénéité^v de la plupart des pays concernés. Il s'en suivrait certainement une crise sécuritaire dans la région qui profiterait au trafic de drogue qui a déjà cours au Tadjikistan, et qui pourrait se développer aisément face à un appareil étatique défaillant. Cela faciliterait alors la circulation de drogue vers la Russie, ce que cette dernière veut éviter.

Par ailleurs, une étude datant de janvier 2015, émise par l'international Crisis Group^{vi}, précise que de plus en plus de « foreign fighters » rejoignent l'Etat Islamique depuis les pays d'Asie Centrale, notamment depuis les plus fragiles. Sans rétablissement d'une situation sécuritaire saine et contrôlée, une radicalisation de la région, voire un basculement d'un état vers un islamisme radical est à envisager. Dans ce cas, la jonction avec les foyers tchéchène et ouïgour deviendrait inévitable. Ce que la Chine, comme la Russie veulent éviter.

Parce qu'une Asie centrale décomposée et en crise mécontenterait ses voisins, il est peu probable que ce scénario se réalise.

Au contraire, un scénario **positif** est possible. Aaron Wolf, professeur au département des sciences de la terre à l'université de l'Oregon, affirme qu'« il est plus facile et plus

^v Annexe 4

^{vi} International Crisis Group, Europe and Central Asia Briefing N°72 (20 Jan 2015)

équitable de se répartir les bénéfices de l'exploitation de l'eau que l'eau elle-même ». Il est intéressant de se demander pourquoi se faire la guerre pour s'approprier une ressource, alors qu'une gestion partagée permettrait non seulement l'accès, mais aussi une exploitation économique rentable. C'est cette option que doivent rechercher les acteurs de l'Asie centrale, probablement en s'accordant non sur un troc entre ressources, mais sur une tarification de l'eau. L'eau comme ressource doit avoir un prix d'exploitation incluant le coût des infrastructures, du personnel qui les met en œuvre, la remise à niveau ou la modernisation de l'ensemble des systèmes d'irrigation, etc. L'eau pourrait être prise en compte comme une ressource énergétique à part entière entrant dans une équation énergétique avec le gaz ou le charbon.

Ce scénario conduirait donc à une coopération économique entre les états, ce qui leur permettrait de poursuivre ou de commencer leur développement économique. Il permettrait aussi aux voisins de la région de s'assurer de la stabilisation de cette zone stratégique du continent.

Plusieurs leviers existent pour tenter de rendre réel un tel scénario optimiste.

B. Le droit international comme moyen de sortie de crise

Le droit international par exemple est un moyen qui pourrait permettre de régler le différend entre les acteurs de la région.

Historiquement, il existe dans ce domaine une grande diversité de situations qui ont conduit les états à rédiger des traités ou des conventions pour tenter de régir l'usage des cours d'eau. Il existe ainsi « *la souveraineté territoriale absolue* » qui considère que la ressource hydrique n'est pas mobile et appartient entièrement à l'état sur le territoire duquel elle se trouve. C'est la vision défendue par le Tadjikistan, pays amont. Mais, « *l'intégrité territoriale absolue* » qui précise que chaque état doit permettre aux rivières de poursuivre leur cours afin de préserver la répartition naturelle des eaux, favorise plutôt les pays aval.

Au niveau international, la Convention européenne sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontaliers et des lacs internationaux, élaborée sous les auspices de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe en 1992, et la Convention des Nations Unies de 1997 sur l'utilisation des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation, consacrent les principes « *d'usage équitable et raisonnable* » des eaux

transfrontalières, l'impératif de prévention des dommages, ainsi que la règle de notification préalable sur les grands projets envisagés sur les cours d'eau, dès lors qu'ils sont susceptibles d'avoir un impact transfrontalier. C'est sur cette convention que l'Ouzbékistan s'appuie pour contester la construction du barrage de Rogun. Cependant, ce texte international est non seulement peu ratifié mais très ambigu car la notion d'usage équitable et raisonnable est difficile à appréhender et peut être sujette à interprétation.

En fait, la convention met plutôt l'accent sur la coopération, ce qui nécessite l'intervention d'acteurs extérieurs dans le cas qui concerne l'étude, puisque le Tadjikistan ignore les revendications de l'Ouzbékistan.

C. Le rôle des acteurs extérieurs comme facilitateurs de coopération

Le droit international ne pouvant pas s'appliquer au cas étudié, il est nécessaire que la solution provienne d'acteurs extérieurs qui auraient intérêts à ce que l'Asie centrale demeure une région stabilisée.

1. La Russie et la Chine via l'Organisation de coopération de Shanghai

La **Russie**, ancienne puissance dominante joue un rôle essentiel dans la stabilisation d'une région frontalière, qu'elle considère comme sa zone d'influence naturelle. Ses relations privilégiées avec les pays d'Asie centrale sont basées, avant tout, sur des liens historiques et culturels, sur la présence d'une très importante minorité russe, sur l'usage largement répandu du russe, sur un réseau de transport centralisé, sur la suprématie de Moscou dans les domaines économique et commercial, enfin, sur les rapports étroits existant entre les différentes armées, comme entre les services secrets et de renseignement. Pour Moscou, la priorité est la sécurité au sens large : émergence de groupes extrémistes, migrations illégales, trafics illicites, instabilité politique, fragilité de pays confrontés à la pauvreté. Peu enclin à promouvoir les droits de l'homme, la Russie est un interlocuteur fiable des régimes en place, heureux de trouver une alternative aux recommandations des occidentaux.

La **Chine** est le second voisin privilégié de l'Asie centrale. Depuis les dix dernières années, Pékin s'intéresse politiquement et économiquement à cette région. Il s'agit d'abord de garantir son approvisionnement en énergie, en réduisant sa dépendance vis à vis du Moyen orient. Plusieurs accords importants ont été passés dans le domaine avec

le Kazakhstan notamment qui est son partenaire particulier. Ensuite, il s'agit d'un intérêt sécuritaire puisque l'Asie centrale abrite de nombreux ouïghours, originaires du Xinjiang, qui connaît des mouvements séparatistes. La menace terroriste est également prise au sérieux et évoquée par la Chine pour justifier son intérêt pour la région.

Enfin, dans son projet de développement économique que constitue les nouvelles « routes de la soie », la Chine investit énormément dans la région, et a nécessairement besoin d'une région stabilisée pour y faire transiter ces produits vers l'Ouest du continent.

Pour ces deux pays, l'Organisation de Coopération de Shanghai, est l'outil parfaitement adapté pour coopérer avec les pays de la région. Initialement créé pour lutter contre le terrorisme, le séparatisme et le fondamentalisme, le Forum de Shanghai devenu en 2001, l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) regroupe aujourd'hui la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, et le Tadjikistan. Or, la Charte de l'OCS, adoptée à Saint-Pétersbourg en juin 2002, précise que l'organisation a pour buts de renforcer la confiance mutuelle, l'amitié et le bon voisinage entre les États membres. C'est donc naturellement que l'OCS apparaît comme le moyen le plus efficace d'obtenir la coopération entre les pays d'Asie centrale, puisqu'à l'exception du Turkménistan, tous les pays en sont membres. De plus, le sujet de l'eau est un enjeu sécuritaire et fédérateur car outre le différend existant au sein de l'Asie centrale entre le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, la volonté de la Chine de détourner les eaux de l'Irtych à des fins d'irrigation a créé un différend avec le Kazakhstan, qui en dépend lui aussi.

Sous l'impulsion de la Russie et de la Chine qui ont tous les deux des intérêts stratégiques en Asie centrale, l'OCS doit devenir l'organisation de dialogue et de coopération entre les pays amont et aval de la région. Elle en sortirait renforcée et pourrait se positionner comme la plus grande organisation régionale rassemblant, si l'on considère les pays membres, les pays observateurs et les partenaires de dialogue, un territoire supérieur à 25 % de la partie continentale terrestre, près de 50 % de population du monde, et 25 % du marché mondial.

2. L'Union européenne

Principal donateur dans le monde, l'Union Européenne est aussi fortement engagée en Asie centrale depuis l'éclatement de l'URSS. Durant les années 1991-2006, elle a accordé près de 1,5 milliard d'euros aux cinq pays de la région.

L'Union européenne joue un rôle important en Asie centrale sur le sujet de l'eau. Elle se présente comme un acteur neutre et honnête, et est perçue comme un partenaire fiable sur le long terme, en mesure d'exercer une sorte de soft power. Si l'expérience du Rhin ou du Danube ne peut pas s'appliquer directement à l'Amou Daria ou au Syr Daria, l'Union Européenne se présente comme un facilitateur, prêt à contribuer concrètement à la recherche de solutions qui doivent émaner de la région elle-même. C'est ainsi qu'elle a fait une priorité de la question de l'eau au travers de sa « Stratégie pour un nouveau partenariat en Asie centrale », adoptée en 2007 et régulièrement mise à jour depuis. Cette stratégie a pour objectifs de favoriser la coopération régionale, et de développer des règles, des procédures et des structures de coopération qui fonctionnent à la satisfaction de tous. Pour ce faire, l'Union européenne met en avant des recommandations très simples. Premièrement, elle suggère d'organiser un dialogue national sur l'eau qui permet de prendre en compte toutes les dimensions, afin de procéder à un inventaire des capacités et des besoins, des acquis et des insuffisances dans chaque pays, pour aboutir à une bonne coopération régionale. Ensuite, elle propose de partir de cet exercice pour engager un travail méthodique entre tous les pays de la région, qui se trouvent évidemment dans des situations très différentes, mais qui sont fondamentalement interdépendants et ont donc besoin de règles communes. Enfin, il est indispensable de lutter contre le gaspillage de l'eau et de recourir aux méthodes les plus modernes d'irrigation car la même eau est nécessaire pour la production énergétique et pour la production agricole.

Si elle se présente comme un acteur neutre, elle n'en a pas moins des intérêts stratégiques dans la région. Ainsi, elle a conclu des accords de partenariat et de coopération (APC) avec le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan. Seuls ceux signés avec les trois premiers sont entrés en vigueur (mars 1999). Celui avec le Turkménistan n'ayant pas encore été ratifié par tous les Etats membres. Avec ce dernier, l'Europe joue un double jeu. D'une part, elle dénonce ses atteintes à la démocratie et aux droits de l'homme, et d'autre part elle courtise la puissance gazière et cotonnière qui reste la plus attractive d'Asie centrale. L'APC avec le Tadjikistan, conclu en décembre 2004, est lui aussi, en cours de ratification. Ces accords prévoient plusieurs rencontres annuelles dans le cadre de diverses instances : conseils de coopération, comités de coopération, comités de coopération interparlementaires et sous-comités dans divers domaines.

3. [Les autres acteurs](#)

Dans une moindre mesure, les Etats Unis ou l'Iran ont des intérêts pour jouer un rôle en Asie Centrale et maintenir la stabilité dans cette région.

Les **Etats-Unis** considèrent toujours l'Asie centrale comme l'Heartland, c'est à dire une zone d'« importance stratégique » depuis la chute de l'Union soviétique. Après le 11 septembre 2001, ils ont renforcé leur présence au travers de bases militaires en Ouzbékistan et au Kirghizstan. Mais, suite aux événements d'Andijan, ils quittent l'Ouzbékistan, et repensent leur stratégie. Tout d'abord, ils souhaitent garantir leur contrôle géopolitique sur la région via l'OTAN, leur principal moyen de pénétration. Ensuite, ils veillent à garder le contrôle sur les ressources énergétiques du bassin de la mer Caspienne, principalement via l'oléoduc Bakou – Tbilissi - Ceyhan (BTC) en contournant la Russie et l'Iran. Enfin, ils luttent contre le trafic des armes de destruction massive et chimiques et tentent de maîtriser les agissements de groupes extrémistes. Pour réaliser ces objectifs et répondre à leurs intérêts stratégiques, les Etats-Unis contribueront toujours à maintenir la stabilité de la région.

L'**Iran** a nettement renforcé son partenariat avec les pays d'Asie centrale depuis les dernières années. Il a d'ailleurs joué un rôle important pour restaurer la paix au Tadjikistan aux lendemains de la guerre civile. Principale voie de passage du trafic de la drogue en provenance d'Afghanistan, l'Iran fait de la lutte contre ce trafic un priorité. C'est pourquoi, il contribuera également à stabiliser la région.

CONCLUSION

Dans la région d'Asie centrale, les tensions demeurent vives entre les différents acteurs locaux sur la question du partage de l'eau. Les indépendances ont occasionné l'abandon d'un système centralisé par Moscou dans lequel le pouvoir soviétique imposait aux « pays amont » la délivrance de l'eau vers les « pays aval » en échange de ressources énergétiques (gaz ou charbon) de la part de ces derniers. La volonté nationaliste de développement économique piège les acteurs dans le « dilemme du prisonnier » dont ils ne parviennent pas, seuls, à s'échapper.

Si l'héritage soviétique est la cause principale de la situation actuelle, les conséquences aujourd'hui sont particulièrement néfastes pour les populations en particulier (coupures d'électricité, pauvreté, pollution) et pour l'Asie centrale en général, sujette à une crise sécuritaire.

Une telle crise pourrait déstabiliser la région et développer la recrudescence des trafics à destination de la Russie, de l'Europe, voire de la Chine. C'est une des raisons pour lesquelles l'ensemble de ces acteurs extérieurs ont intérêt à permettre un développement économique durable et stabilisé des pays d'Asie centrale, en participant au règlement du différend sur la gestion de l'eau. Ils apporteraient ainsi une solution au dilemme « des pays prisonniers centrasiatiques ».

A moyen terme, les perspectives d'aggravation existent, mais une guerre entre deux protagonistes semble peu probable. Au contraire, il convient de rester optimiste même si le droit international en matière de gestion de l'eau ne semble pas être la solution garantissant le succès. L'Union Européenne, d'une part, est depuis quelques années à la manœuvre pour contribuer à la coopération et à l'amélioration de la gestion de l'eau (infrastructure, meilleure irrigation). L'Organisation de la Coopération de Shanghai, d'autre part, dont quatre des cinq pays d'Asie centrale font partie, devrait jouer un rôle central. C'est probablement une piste intéressante pour cette organisation d'origine militaire, qui accroît régulièrement le nombre de ses membres et pourraient s'occuper désormais de la gestion de crises plus « politiques », contribuant alors à la stabilisation de la région. La Chine, y sera particulièrement attentive puisqu'elle y développe les « nouvelles routes de la soie ».

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- Roy, O. (2010). *L'Asie centrale contemporaine*. PUF. 128 p. – (Que sais-je ?)
- Damiani, I. (2013). *Géopolitique de l'Asie Centrale : entre Europe et Chine : le coeur de l'Eurasie*. PUF. 192 p. – (Major)
- Thorez, J. (2015). *Asie Centrale : des Indépendances à la Mondialisation*. Ellipses Marketing. 192 p. - (50 fiches de géopolitique)
- Laruelle, M. et Peyrouse, S. (2010). *L'Asie Centrale à l'aune de la mondialisation : Une approche géoéconomique*. Armand Colin. 240p. – (Enjeux Stratégiques)
- Melvin, N. (2007). *Engaging Central Asia: The European Union's New Strategy in the Heart of Eurasia*. Centre for European Policy Studies. 200p.
- IFEAC (2015). *L'eau en Asie Centrale : enjeux et défis contemporains*. Les cahiers d'Asie centrale, n°25. Editions Petra.

Articles

- International Crisis Group (2014). *Water Pressures in Central Asia*. Europe and Central Asia, Report N°233.
- Allouche, A (2004). *Continuité et discontinuité dans la politique de l'eau en Asie centrale*. Cahiers d'Asie centrale, 13/14, mis en ligne le 16 septembre 2009.
- Mosello, B. (2008). *Water in Central Asia: a prospect of conflict or cooperation?* Journal of Public and International Affairs, 19.
- Karaev, Z. (2005). *Water Diplomacy in Central Asia*. Middle East Review of International Affairs, 9(1), 63-69.
- Thorez, J., & Thorez, P. (2004). *Le partage des eaux dans le Caucase oriental et les républiques d'Asie centrale, une manifestation des tensions post-soviétiques*. Cahiers d'Asie centrale, (13/14), 245-260.
- Salvagni, A. L. (2006). *Quel rôle pour l'Union européenne en Asie centrale?*
- Rousselot, H. (2011). *L'UE en Asie centrale : quelle volonté politique pour quelle présence ?* La revue Géopolitique
- Etcheverry, P. (2013). *L'« Or bleu » au coeur des enjeux environnementaux et internationaux en Asie centrale*. www.larevuefranco-kirghize.com
- Baechler, L. (2015). *Le rôle de l'Union européenne dans la gestion des conflits autour du complexe eau-énergie en Asie centrale*. L'Europe en formation, n°375.
- Lacroix, P (2007). *Le désenclavement de l'Asie centrale : Perspectives sécuritaires et énergétiques*. Bulletin du maintien de la paix, no. 84.
- Saint-grégoire, G. (2011). *Asie centrale : L'Union européenne, un outil de désenclavement ?* Regards sur l'Est.
- Indeo, F. (2008). *La stratégie de l'UE en Asie centrale: quelles relations entamer avec l'Organisation de Coopération de Shanghai ?* Regards sur L'Est.

- Morel, P. (2009) *L'Asie Centrale a besoin de dialogues sur l'eau*. Nezavissimaya Gazeta 27.04.2009
- Le parlement européen. *Résolution sur une stratégie européenne en Asie centrale*. Journal officiel de l'Union européenne. C 184 E/49, 20 février 2008.
- De Montesquiou, A (2005). *Vers un nouveau partenariat entre la France et l'Asie centrale (Annexe II)*. Rapport au premier ministre. La documentation française. (2005)
- Alix, P. D. Y. (2014). *Asie Centrale: Enjeux logistiques de désenclavement, le cas du corridor portuaire et logistique de Gwadar*. Public administration & Regional studies, 37.
- Genté, R. (2006). *Crise écologique sans frontières en Asie centrale*. Le courrier des pays de l'Est, 1057(5), 46-56.
- Senat. *Colloque sur l'Asie Centrale : « 1991 – 2011 : La France et les États d'Asie Centrale, 20 ans après les indépendances »*. Jeudi 17 novembre 2011. www.senat.fr
- SEVEA (2012). *Géopolitique de l'eau en Asie centrale : gestion entre coopération et conflit*. Calameo. <http://www.calameo.com/read/004338832a30c4655435e>
- Office international de l'eau. *Asie Centrale : L'Agence de Coopération Suisse soutient la gestion de l'eau en Asie Centrale*. Février 2014. <http://www.oieau.fr/oieau/notre-actualite-et-avancement-de/article/asie-centrale-l-agence-de?lang=fr>
- Petitjean, O. (2009). *L'eau en Asie centrale : Entre interdépendances et stratégies nationales*. <http://www.partagedeseaux.info/L-eau-en-Asie-centrale>
- Rekacewicz, P et Diop, S. (2008) *Gestion de l'eau : entre conflits et coopération*. Les blogs du Diplo. Le monde diplomatique. <http://blog.mondediplo.net/2008-01-14-Gestion-de-l-eau-entre-conflits-et-cooperation>
- United Nations Economic Commission for Europe (07 août 2012). *Les pays d'Asie centrale approuvent un plan de coopération conjointe sur la qualité de l'eau*. <http://www.unece.org/fr/info/media/presscurrent-press-h/environment/2012/central-asian-countries-approve-joint-cooperation-plan-on-water-quality/les-pays-dasie-centrale-approuvent-un-plan-de-cooperation-conjointe-sur-la-qualite-de-leau.html>
- Eisenbaum, B. *Négociation, coopération régionale et jeu d'influences en Asie centrale : l'Organisation de coopération de Shanghai*. Politique étrangère 2010/1 (Printemps), □p. 151-164. □DOI 10.3917/pe.101.0151
- François, R. (2009). *Asie Centrale : la bataille de l'eau*. ESISC <http://www.esisc.org/publications/analyses/asie-centrale-la-bataille-de-leau>

Vidéo

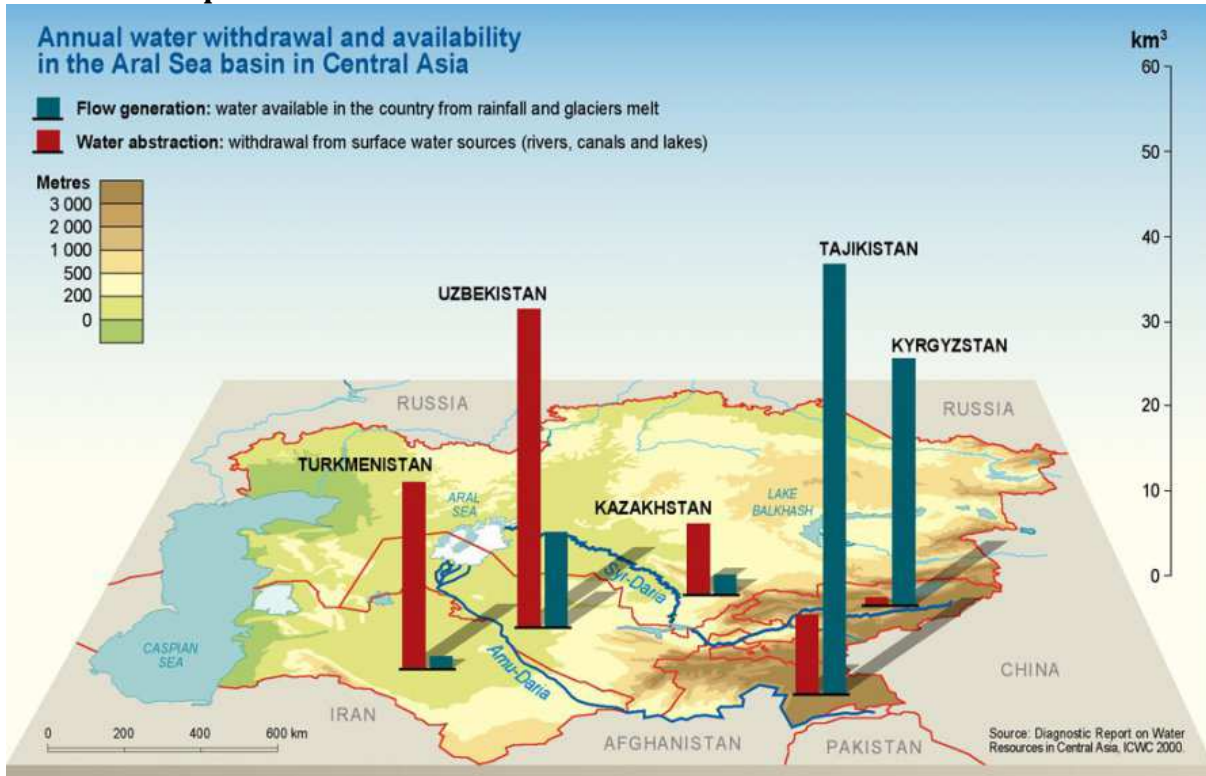
- Trümper, A. (2015). *Guerre de l'eau en Asie centrale [VIDEO]*. Allemagne : RBB. Arte

ANNEXES

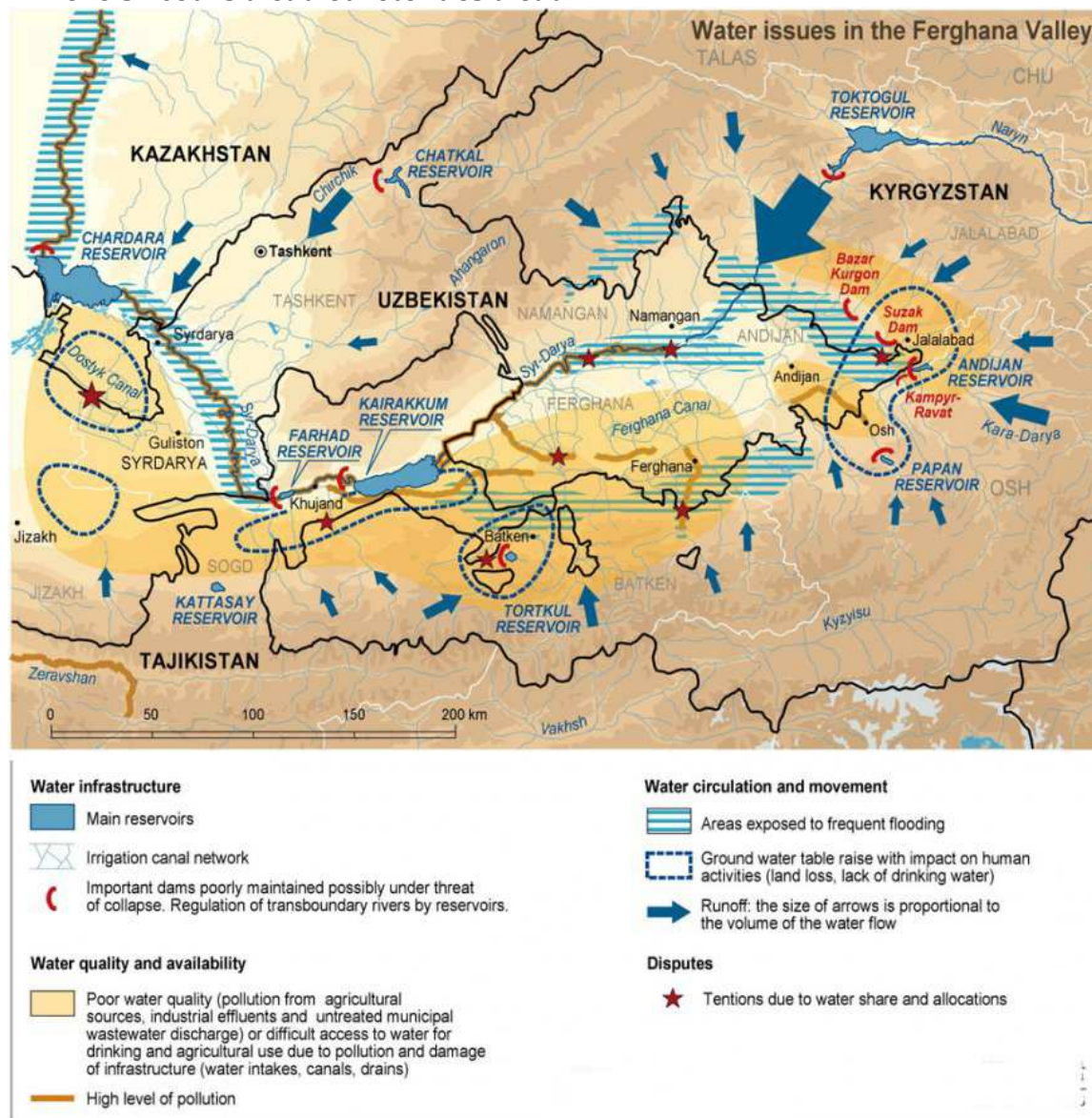
Annexe 1 : Relief de l'Asie centrale



Annexe 2 : Répartition de l'eau en Asie centrale



Annexe 3 : cours d'eau et retenues d'eau



Annexe 4 : répartition ethnique par pays

	Kazakhstan (1999)	Kirghizstan (1999)	Tadjikistan (2000)	Turkménistan (2003)	Ouzbékistan (1996*)	Afghanistan	Xinjiang chinois (2000)
Communautés ethnolinguistiques	Kazakhe (63,1 %)	Kirghize (64,9 %)	Tadjike (79,9 %)	Turkmène (85 %)	Ouzbèke (80 %)	Pachtoune (42 %)	Ouïgoure (45 %)
	Russe (23,7 %)	Ouzbèke (13,8 %)	Ouzbèke (15,3 %)	Ouzbèke (5 %)	Russe (5,5 %)	Tadjike (27 %)	Han (40 %)
	Ouzbèke (2,8 %)	Russe (12,5 %)	Russe (1,1 %)	Russe (4 %)	Tadjike (5 %)	Hazara (9 %)	Kazakhe (6,7 %)
	Ukrainienne (2,1 %)	Doungane (1,1 %)	Kirghize (1,1 %)	Autres (6 %)	Karakalpake (2,5 %)	Ouzbèke (9 %)	Hui (4,5 %)
	Ouïgoure (1,4 %)	Ukrainienne (1 %)	Autres (2,6 %)		Tatare (1,5 %)	Aimak (4 %)	Mongole/ Dongxiange/ Daure (1,1 %)
	Tatare (1,3 %)	Ouïgoure (1 %)			Autres (2,5 %)	Turkmène (3 %)	Kirghize (0,8 %)
	Allemande (1,1 %)	Autres (5,7 %)				Baloutche (2 %)	Pamiri (0,2 %)
	Autres (4,5 %)					Autres (4 %)	Autres (0,5 %)

Source: CIA, World FactBook (2012); Xiao Xiaoming (ed.), China's Ethnic Minorities, Pékin, Foreign Languages Press, 2003